



Procès-verbal
Le mardi, 11 avril 2000 - n° 95

14 heures

Président : M. Jean-Pierre Charbonneau

*L'édition papier du Procès-verbal a préséance sur la présentation électronique de celui-ci.
Le contenu de la table des matières n'est ni exhaustif ni limitatif.*

TABLE DES MATIÈRES

La séance est ouverte à 14 h 08.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Léonard, ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dépose :

Le rapport du Conseil du trésor sur l'accès à l'égalité en emploi dans la fonction publique québécoise depuis 1980, intitulé «Vers une meilleure représentation de la diversité québécoise dans l'administration publique ».

(Dépôt n° 1049-20000411)

M. Legault, ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse, dépose :

Le rapport annuel de la Fondation de l'université du Québec à Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1999.

(Dépôt n° 1050-20000411)

M. Boisclair, ministre de la Solidarité sociale et ministre responsable de la Régie des installations olympiques, dépose :

Le rapport annuel du ministère de la Solidarité sociale (ministère de l'Emploi et de la Solidarité jusqu'en décembre 1998), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1999.

(Dépôt n° 1051-20000411)

11 avril 2000

Le rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 1999.

(Dépôt n° 1052-20000411)

M. le Président dépose une décision du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 30 mars 2000 :

— Décision 960 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés.

(Dépôt n° 1053-20000411)

M. Kieffer (Groulx) dépose :

Le rapport de mission de la délégation de l'Assemblée nationale du Québec, à l'Assemblée annuelle du Council of State Governments (CSG), tenue ici même à Québec, du 3 au 7 décembre 1999.

(Dépôt n° 1054-20000411)

Dépôts de rapports de commissions

M. Bertrand (Portneuf), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 23, 24 février et 5 avril 2000, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 87, Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives.

(Dépôt n° 1055-20000411)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Legault, ministre de l'Éducation, dépose :

11 avril 2000

Copie d'une lettre, en date du 30 mars 2000, qu'il a reçue de madame Diane Gaudet, secrétaire générale associée du Sommet du Québec et de la jeunesse, concernant l'atelier régional du Bas-Saint-Laurent.

(Dépôt n° 1056-20000411)

Votes reportés

De consentement, l'Assemblée ne procède pas au vote par appel nominal et adopte la motion sans préavis concernant les journées de la Jonquille, présentée par Mme Marois, ministre de la Santé et des Services sociaux, et débattue à la séance du jeudi 6 avril 2000.

Motions sans préavis

M. Gobé (Lafontaine) propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne le décès de M. Habib Bourguiba, premier président et fondateur de la République tunisienne et assure le peuple tunisien de son appui et de son amitié indéfectible.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Marois, ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale des hémophiles.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

11 avril 2000

Avis touchant les travaux des commissions

M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission des finances publiques, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 82, Loi sur l'administration publique.

Puis il convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires :

- la Commission des finances publiques, pour ceux du Conseil du trésor, de l'Administration et de la Fonction publique;
- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Emploi;
- la Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Sécurité publique;
- la Commission de l'aménagement du territoire, pour ceux dévolus au développement du Loisir et du Sport.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Bégin, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi n° 97, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 97 est adopté.

Sur la motion de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 97 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des finances publiques.

11 avril 2000

M. Bégin, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi n° 103, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 103 est adopté.

Sur la motion de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 103 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des transports et de l'environnement.

M. Bégin, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi n° 93, Loi sur la sécurité des barrages, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 93 est adopté.

Sur la motion de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 93 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des transports et de l'environnement.

À 17 h 14, M. Bissonnet, vice-président, suspend les travaux jusqu'à 18 heures.

Débats de fin de séance

À 18 h 05, l'Assemblée tient les débats de fin de séance :

- du consentement de l'Assemblée, le premier, sur une question adressée par M. Charest, chef de l'opposition officielle, à M. Bouchard, premier ministre, concernant la véritable priorité de son gouvernement, est retiré;

11 avril 2000

- le deuxième, sur une question adressée par M. Gobé (Lafontaine) à Mme Lemieux, ministre d'État au Travail et à l'Emploi, concernant le cas de M. Nicolas Cliche, radié de la liste des arbitres des policiers et pompiers municipaux;
- le troisième, sur une question adressée par M. Gauthrin (Verdun) à M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, concernant le rapport des états financiers de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA);
- le quatrième, sur une question adressée, le mercredi 5 avril 2000, par M. MacMillan (Papineau) à M. Julien, ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, concernant le traitement injuste accordé à la région du Centre-du-Québec dans le dossier de la transformation de l'aluminium.

À 18 h 44, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 12 avril 2000, à 14 heures, conformément à l'article 282 du Règlement.

Le président

11 avril 2000

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU